

# Communiqué du collectif « Appel de Calais »

18 MARS 2016

Hier soir, le centre juridique à l'initiative de "l'Appel de Calais", qui était censé être protégé comme les autres "lieux de vie" de la zone sud du bidonville par le jugement du Tribunal administratif de Lille, a entièrement brûlé.